



Taux actuels de retard de croissance: 18.7% d'émaciation: 43% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 37.9%

Source: Gouvernement nigérien (DHS et MICS, 2012)

Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Niger : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Plan de Développement Economique et social (PDES)) accorde une grande importance à la nutrition.
- Niger : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Niger : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 95% des enfants en 2014.
- Niger : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (9.2% des dépenses publiques en 2014) se rapprochent des engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Niger : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (7.6% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Niger : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Niger : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012.
- Niger : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (58.2% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (10.9% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Niger : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Niger : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (63.9% en 2012) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	9.2%	2014	7e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	7.6%	2014	36e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	33e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Bon	2013	14e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	63.9%	2012	22e ex aequo
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Bon	2014	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2012	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2015	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	95%	2014	16e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	58.2%	2015	36e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	10.9%	2015	45e
Visites médicales pour les femmes enceintes	82.8%	2012	34e ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2012-2015	9e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2012	35e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel